

ZOOM Extrême droite



L'Extrême Droite (ED) aux portes du pouvoir : un poison à combattre par la résistance collective !

La progression de l'extrême droite dans le monde est inquiétante et la liste des États dirigés par elle ne cesse de s'allonger à mesure que la misère progresse. Des États-Unis à la Hongrie, l'Italie, l'Argentine... et dernièrement le Chili qui vient d'élire le fils d'un ancien soldat Nazi et qui se réclame de l'héritage de Pinochet, la peste brune s'étend et prospère. En France, y compris dans les territoires dits d'Outre-mer les idées d'ED se diffusent au-delà de RN et Reconquête (groupuscules identitaires, Némésis, manifestations nazies...). Cette évolution s'appuie sur les solidarités collectives qui reculent, les politiques publiques qui abandonnent des territoires et sur la peur qui est instrumentalisée. La perspective d'accession au pouvoir est d'autant plus plausible que nous assistons à la banalisation des discours racistes et réactionnaires y compris dans nos établissements. Par ailleurs, la digue du front républicain n'existe plus depuis les législatives anticipées de 2024 amenant des politiques à préférer l'extrême droite plutôt que la gauche et jetant l'opprobre sur l'extrême gauche. La ligne politique du bloc macroniste et de la droite confirme ces rapprochements et ces alliances. Ainsi, l'hommage à Q. Deranque, militant néonazi a pu se dérouler à l'Assemblée nationale. L'œuvre de normalisation du RN depuis l'arrivée de Marine Le Pen et sa légitimation, s'appuie sur des médias de plus en plus contrôlés et aux mains des milliardaires. Ceux-ci ne cachent pas leur soutien actif pour l'extrême droite et n'hésitent pas à orienter les lignes éditoriales, multiplier les fausses informations, forts de la concentration des médias qu'ils possèdent qui devrait être proscrite. Le RN et ses soutiens voudraient laisser penser qu'ils sont le parti des petites gens, du monde ouvrier et des salarié-es. Pourtant, l'imposture « sociale » de ce parti ne tient pas longtemps au regard des positions qu'il adopte là où il est représenté. Il s'oppose systématiquement aux mesures qui serviraient l'intérêt des travailleurs et travailleuses : refus d'augmenter le SMIC, les prestations sociales, il s'attaque aux associations, aux services publics, à la Fonction publique et en même temps il refuse de porter le fer contre les avantages fiscaux colossaux accordés aux grandes entreprises et aux riches actionnaires qui n'hésitent plus à les soutenir. Il s'attaque aux droits des femmes comme l'atteste son projet de loi déposé pour une réouverture des « maisons closes », ou ses absences lors du vote pour la constitutionnalisation du droit à l'IVG et à la communauté LGBTQIA+. L'école du tri

social et l'orientation précoce, notamment pour les catégories populaires, sont au cœur de son projet éducatif. Ce parti reste donc bien ancré dans les valeurs et orientations de ses fondateurs : racisme et xénophobie appuyés sur la « préférence nationale », homophobie, transphobie masculinisme et patriarcat. À cela s'ajoute une absence complète de préoccupation pour l'écologie, ce parti étant trop attaché à soutenir l'agrobusiness et l'accaparement des ressources.

Pour le SNEP-FSU, rien n'est joué. Nous devons agir avec l'ensemble de la profession pour mener la bataille contre les idées d'extrême droite, chacun et chacune peut y contribuer. À cet effet, le SNEP, avec ses partenaires, notamment avec VISA organisera un plan d'action comportant des stages de formation pour lutter contre l'ED, une veille de leur pratique, la production de matériel et s'assurera de la protection tant des militant·es que de l'organisation. L'information est indispensable pour dénoncer la supercherie du récit du RN et nous aider à contrer les opérations de « parents vigilants », groupe issu de l'extrême droite, opposés à l'EVARS, RN qui remet en cause le travail avec les associations d'accueil des migrant·es. Les menaces et pressions subies par les enseignant·es sont inacceptables. Le SNEP les accompagnera pour leur défense et exigera de l'institution qu'elle applique son obligation de protection de ses agent·es et intervienne pour faire cesser ces agissements. En cas d'attaque aux droits syndicaux ou à la liberté pédagogique, le SNEP, avec ses partenaires, prendra toutes les initiatives possibles. Pour rappel, 10 % des personnels de l'éducation nationale ont voté extrême droite aux dernières présidentielles. Le SNEP avec la FSU est engagé dans l'intersyndicale contre l'extrême droite pour développer une campagne en direction des salarié·es du privé et de la Fonction Publique. Le travail d'information doit amener les travailleurs et travailleuses à ne pas soutenir ce parti et la politique qu'il défend, car contraire à nos valeurs et nos intérêts communs. L'ennemi n'est pas l'étranger·e mais bien le capital qui préférerait hier « Hitler » au Front Populaire et aujourd'hui Bardella ou Le Pen plutôt que la gauche dont le projet porte un changement pour aller vers la justice sociale et environnementale appuyé sur la justice fiscale. L'ancrage du RN en faveur du patronat n'est pas nouveau et son refus de s'attaquer au partage des richesses n'est pas anodin puisque ce parti progresse conjointement au développement de la misère sur fond de renoncements des politiques publiques et de la solidarité.

Le RN et l'extrême droite sont un danger pour la démocratie, les droits et libertés comme l'attestent les violences et agressions commises par des groupuscules. Il revient à chacun et chacune d'intervenir quand ces idées émergent sur le lieu de travail pour apporter un démenti immédiat, ferme et argumenté aux propos qui seraient tenus. Le SNEP-FSU appelle la profession à participer aux initiatives qui se développent pour s'opposer aux attaques multiples de l'ED.

Le poison de l'ED circule et face à la dangereuse perspective de son arrivée au pouvoir, le SNEP-FSU est résolu à combattre : faisons bloc collectivement, développons les alliances rassemblant des forces syndicales, sociales, politiques, humanistes et progressistes dans le respect des prérogatives de chacun·e pour organiser la résistance contre le fascisme et contribuer à l'émergence d'un horizon social, écologique, démocratique, féministe ambitieux et porteur d'espoir !